

Les solutions « Sortir de... », solutions à tout.

On demande l'impossible aux ingénieurs : « *trouvez-nous une solution pour sortir du nucléaire, et on veut aussi sortir du gaz, du charbon et aussi du pétrole. On veut du renouvelable partout mais sans les lignes Haute Tension qui vont avec, sans défigurer les paysages des Cévennes, du Languedoc et de la Bretagne. Le tout en limitant le réchauffement climatique, en répondant au droit à l'énergie au niveau mondial, sans faire exploser les prix, et tout de suite !* ».

La politique ne peut pas tout demander. Elle doit tenir compte de certaines réalités physiques, écouter de temps en temps ce qu'ont à dire les scientifiques sur ce qu'il est possible de faire ou pas, sur ce qui est envisageable ou pas, avec tout ce que cela implique comme acceptation dans le déplacement des nuisances. Les politiques ne peuvent pas dire d'un côté : « *je veux ça et débrouillez-vous, vous les ingénieurs, les techniciens, les chercheurs pour le réaliser* », et de l'autre, invoquer systématiquement les lobbies ou la partialité dès que quelques vérités sont rappelées (l'intermittence du vent, l'électricité qui ne se stocke pas, le recours nécessaire au gaz ou au charbon pour sortir du nucléaire, les limitations du solaire, de la géothermie, la multiplication nécessaire des lignes Haute Tension).

Lancer des politiques évaluées au « doigt mouillé » et qui vont nous engager sur plusieurs dizaines d'années sur la base d'hypothétiques résultats de la recherche n'est pas très responsable non plus. Et ce n'est pas une question politique, cela ne sert à rien d'hurler sur les ingénieurs ou sur les chercheurs qui ne chercheraient pas au bon endroit, et de les insulter comme cela arrive dans certains débats publics.

Le problème des solutions « sortir de » c'est qu'elles ne nous disent pas dans quoi on entre finalement, ou n'osent pas le dire. À part quelques slogans en guise de réponse, rien de vraiment fondé sur le plan scientifique et technique. Aucun scénario sérieux faisant appel à des techniques connues n'est proposé. Les seuls sont ceux qui proposent une décroissance drastique autoritaire avec une chute très nette du niveau de vie (rappelons que le seul pays en Europe qui a diminué fortement sa consommation énergétique, c'est la Grèce).

Du reste, il n'est pas possible de « sortir de tout » ! Il faudra bien entrer dans quelque chose. L'Allemagne a choisi de sortir du nucléaire, mais elle reconnaît ouvrir en même temps 23 centrales à charbon et centrales à gaz pour compenser. Des gazoducs venant de Russie et du Moyen-Orient ont d'ailleurs été construits et dimensionnés à cet effet de longue date par les promoteurs même de la sortie du nucléaire (Schroeder et Joska Fisher, ancien ministre vert allemand, qui travaillent aujourd'hui pour Gazprom).

Voir aussi

Énergies fossiles :
RA34, RA35.

Gaz :
RA2, RA3, RA7, RA8,
RA10, RA12, RA15, RA20,
RA24, RA25, RA26, RA28,
RA29, RA34, RA35, RA37.

Pétrole :
RA3, RA9, RA11, RA12,
RA15, RA20, RA24, RA25,
RA28, RA29.

Scénario mondial :
RA31.

Réchauffement climatique :
RA6, RA24, RA34.

Transition énergétique :
RA20, RA22, RA26, RA29,
RA30, RA32, RA33, RA34,
RA35.

L'Allemagne a dépensé des milliards ces dernières décennies, et pourtant, solaire et éolien tout compris, cela ne dépasse pas plus de 15 % de son électricité. C'est pourtant l'un des pays les plus riches de la planète, avec une des industries les plus en pointe dans ce domaine : il y a donc bien une vraie difficulté technique qui n'a rien à voir avec une mauvaise volonté politique ou un obscur complot contre ces énergies. Il faut entendre cette réalité. Il est possible de sortir du nucléaire, mais alors, il faut accepter le recours massif au gaz et au charbon comme le montre l'exemple allemand.

Il y a donc deux choix possibles. Choisir d'accepter le nucléaire civil dans un mix donnant plus de place aux énergies renouvelables, pour sortir progressivement des énergies carbonées (gaz, charbon, pétrole). Ce qui suppose de travailler à limiter ses risques : par exemple éviter de construire en zone de tsunami, faire les travaux d'amélioration de sûreté supplémentaires exigés par l'ASN*, améliorer constamment, dès la conception, la qualité des réacteurs, arrêter avec le recours abusif à la sous-traitance. C'est la même démarche qui a prévalu après les grandes catastrophes de Bhopal, de Seveso et d'autres encore dans le secteur de la chimie (à l'époque la réponse à ces drames n'a pas été de « sortir de la chimie »). C'est ce mix rééquilibré qui est décrit dans la plupart des scénarios internationaux afin de répondre aux recommandations du GIEC, scénarios qui incluent également des efforts importants d'efficacité énergétique (rénovation thermique de l'habitat, amélioration de rendement dans les centrales existantes, dans les procédés industriels, transport public).

L'autre choix est de refuser obstinément le nucléaire et donner encore plus de place aux fossiles. Il faut alors se préparer à la catastrophe climatique qui, elle, est certaine à l'échelle planétaire et dont on voit les prémices aujourd'hui avec l'ouragan qui a frappé les États-Unis et les Caraïbes. Et il y a urgence car, au regard du nombre de victimes, les pays ne sont pas tous égaux face à ce genre d'événement : ce seront les pays pauvres comme Haïti qui en souffriront le plus.

*ASN : Autorité de sûreté nucléaire.